



MUTATIONS SOCIÉTALES ET VIVRE-ENSEMBLE EN PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Le second numéro de La Focale présente l'avancée des travaux conduits actuellement par le cabinet Chantal DECKMYN pour la Région, autour des mutations sociétales et des enjeux et perspectives du vivre-ensemble en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur connaît de profondes évolutions structurelles à l'instar des autres régions françaises. Elles sont liées à la mondialisation, aux processus de métropolisation, à l'individualisation croissante, à la démultiplication de l'information et des connexions, au double mouvement paradoxal de sécularisation et de retour du religieux, à la crise de confiance dans les institutions comme dans les relations interpersonnelles...

Ces profondes mutations qui traversent le territoire régional interrogent la fabrique du lien social. Dans ce contexte de démultiplication des échelles, quelles sont les conditions du vivre-ensemble en Provence-Alpes-Côte d'Azur ?

L'ETHNOGRAPHIE ET LES STATISTIQUES POUR CERNER LES REALITES VECUES.

L'originalité des travaux proposés par le cabinet d'étude repose sur le croisement de deux approches, l'une statistique, l'autre ethnographique.

L'approche quantitative propose de décrire l'évolution de la société régionale depuis 1968, tandis que l'approche qualitative repose sur l'observation fine de dix sites choisis témoignant de l'importante diversité des territoires de la région.

Cette méthode particulière permet de dresser un portrait de la région tenant compte à la fois des configurations socio-spatiales de ses territoires et des modes de vie des habitants qui y vivent. Chacun des sites est analysé à partir d'une mise en récit de sa configuration spatiale et de plusieurs portraits d'habitants.

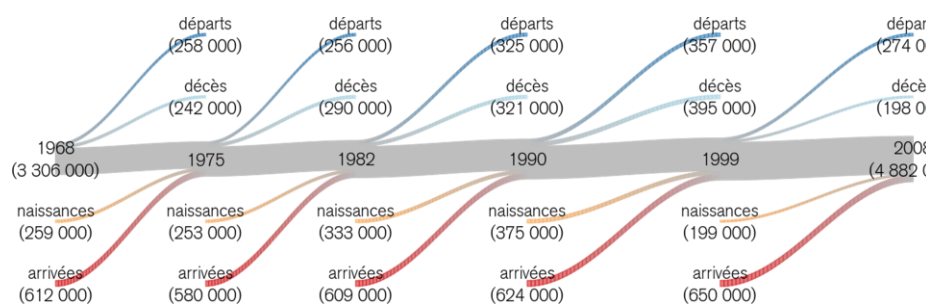
SOURCES

Les extraits d'entretiens cités dans cette publication sont issus d'une campagne d'enquêtes ethnographiques menée par le Cabinet Chantal Deckmyn. Les témoignages ont été anonymisés pour des raisons de confidentialité.



LES MIGRATIONS RESIDENTIELLES ET LES INEGALITES FACE A L'ISOLEMENT AU CŒUR DES MUTATIONS SOCIETALES EN PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR.

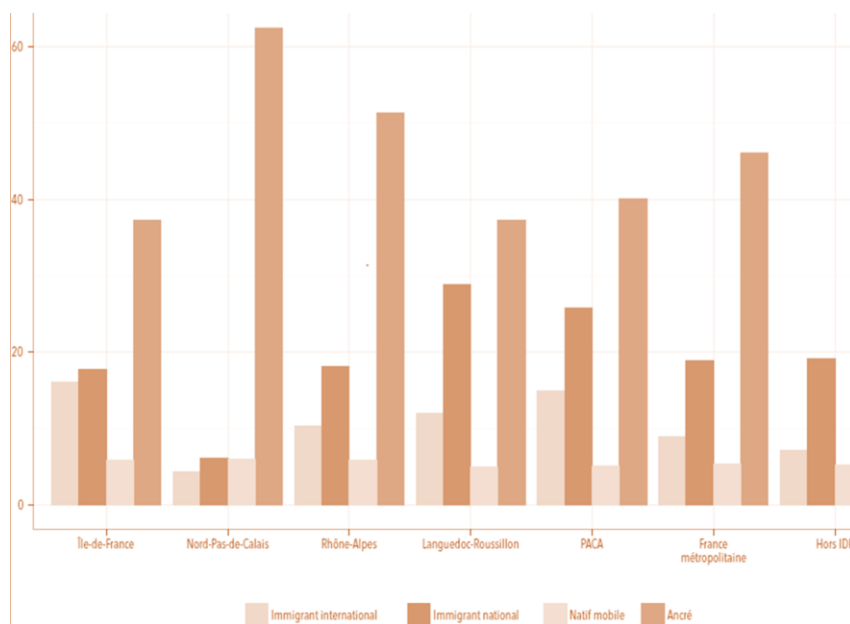
FLUX NATURELS ET MIGRATOIRES DE LA POPULATION REGIONALE DE PACA



Entre 1968 et 1975, la population régionale s'est enrichie d'environ 259 000 naissances et 612 000 personnes arrivées de l'extérieur de la région, tandis que 242 000 habitants sont morts et 258 000 ont quitté la région.

Source : recensements de la population/INSEE (fichiers harmonisés).
Champ : Ensemble de la population. Réalisation : Agence Chantal Deckmyn.

COMPOSITION DE LA POPULATION REGIONALE EN 2008 SELON LE LIEU DE NAISSANCE ET LE LIEU DE RESIDENCE – AU PRECEDENT RECENSEMENT



Source : recensement de la population/INSEE.

Calculs et réalisation : Agence Chantal Deckmyn.

UNE REGION TRAVERSEE

Moins de la moitié des personnes qui habitent en région Provence-Alpes-Côte d'Azur y sont nées. Depuis 1968, entre chaque recensement, ce sont 258 000 à 357 000 habitants qui ont quitté la région, tandis que 580 000 à 650 000 nouveaux venus y arrivaient. Les individus nés dans la région et qui y vivaient aux recensements de 1999 et 2008, sont considérés comme une population « ancrée ». Ils ne représentent que 47 % de la population régionale en 2008.

(Graphique Flux naturels et migratoires)

Ce brassage de population se traduit entre autres dans la conjugalité des habitants. Plus de 30% des couples se forment entre un natif de la région et un non natif, ce qui place avantageusement Provence-Alpes-Côte d'Azur au regard des régions françaises. Seule l'Île-de-France a un taux plus faible de mariages entre natifs. En revanche, on observe que parmi les couples de la région, ceux comportant un membre immigré (un étranger né à l'étranger) ne sont que 16%, alors qu'ils sont 26% en Île-de-France, dans le Nord-Pas-de-Calais ou en Alsace.

(Graphique composition de la population régionale)

Hormis la puissance attractive "naturelle" de la région attestée par son activité touristique (218 millions de nuitées en 2013), les nouveaux arrivants, comme ceux qui y demeurent, sont mus par des motifs fort contrastés : emploi, retraite, création d'activité, implication dans la vie locale, résidence secondaire, famille, retour au pays... Ces motifs produisent des formes de territoire et des rapports entre habitants eux aussi différents.



DES INÉGALITÉS

CROISSANTES

FACE À L'ISOLEMENT

En 2011, près de 40 % des majeurs résidant en région étaient célibataires.

Les individus ne sont pas égaux face au célibat. L'âge et le sexe sont particulièrement déterminants pour la conjugalité. Si plus de 77 % des hommes âgés de 75 ans sont en couple, c'est le cas de tout au plus une femme sur deux au même âge. En fait, dès 32 ans, la proportion de femmes qui sont en couples décline (contre 35 ans en moyenne au niveau national).

Alors que la proportion d'hommes en couple augmente jusqu'à 76 ans (70 ans au niveau national), les femmes sont 50 % plus nombreuses à vivre seules. Ceci est en partie lié à leur espérance de vie plus élevée.

Ces formes d'isolement en croissance s'accompagnent, plus généralement, d'une diversification des formes des ménages.

Près de 10 % des ménages de la région sont des familles monoparentales, essentiellement féminines.

Un quart des ménages sont des couples sans enfant. Au total, le couple avec enfant(s) – figure traditionnelle de la famille – ne représente qu'un quart des ménages de la région. Ces différentes formes familiales sont très inégalement réparties sur le territoire, comme en atteste la carte des couples avec enfants.

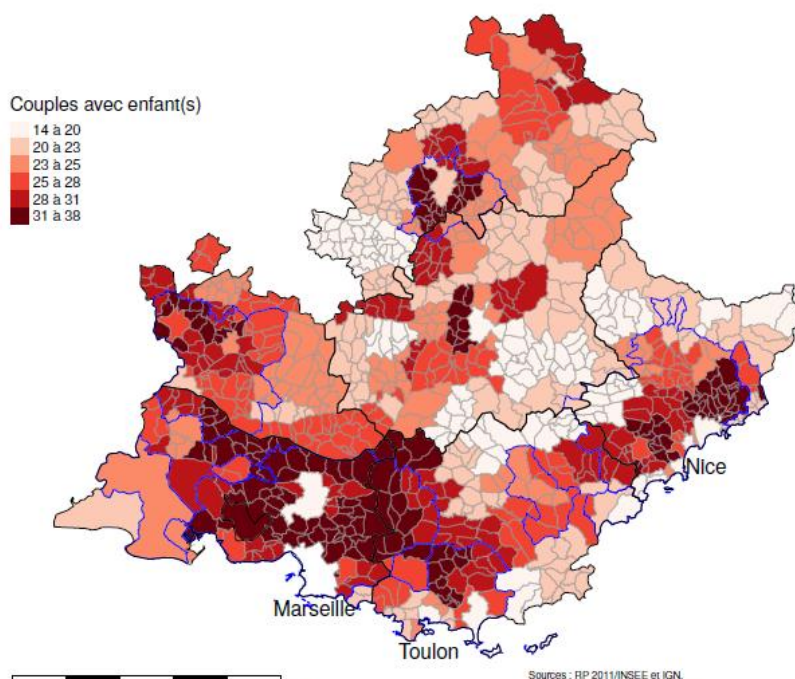
L'ENSEMBLE DE CES TRAITS DE LA SOCIÉTÉ RÉGIONALE POSENT LA QUESTION DE LA FABRIQUE DU LIEN SOCIAL ET DES CONDITIONS POUR VIVRE ENSEMBLE.

Des individus moins enracinés, plus mobiles et plus isolés ne risquent-ils pas d'entretenir moins de relations avec leurs concitoyens ? Le fait de vivre ensemble ne serait-il pas fragilisé par ces formes d'isolement en croissance ? À quelle échelle et par quelles dispositions un territoire peut-il compenser ces caractéristiques ? C'est à ces questions que s'efforce de répondre l'analyse qualitative des lieux observés.

Les habitants de la région sont de plus en plus seuls. L'âge de plus en plus tardif du mariage se double d'une propension importante au célibat sociologique- individus qui ne vivent pas en couple - :

LA PART DES COUPLES AVEC ENFANTS PARMI L'ENSEMBLE DES MÉNAGES, EN 2011, PAR CANTON- OU-VILLE OU IRIS

Les frontières bleues délimitent les principales aires urbaines. Les couples avec enfants sont situés principalement en périphérie proche et intermédiaire des grands centres urbains.





LES FORMES URBAINES ET L'ATTACHEMENT AU TERRITOIRE COMME DETERMINANTS DU VIVRE-ENSEMBLE

10 SITES GEOGRAPHIQUES RETENUS

Pour appréhender la dimension urbaine et rurale de la région, plusieurs niveaux d'analyse sont mobilisés dans cette étude : de la commune aux quartiers des villes de la région. Les dix sites retenus relèvent ainsi de logiques territoriales différentes au sein de la région.

L'espace alpin, représenté par les communes de Puget-Théniers (06), Gap (05) et Forcalquier (04) témoigne de trajectoires de développement différentes mais dynamiques du point de vue de la qualité de vie.

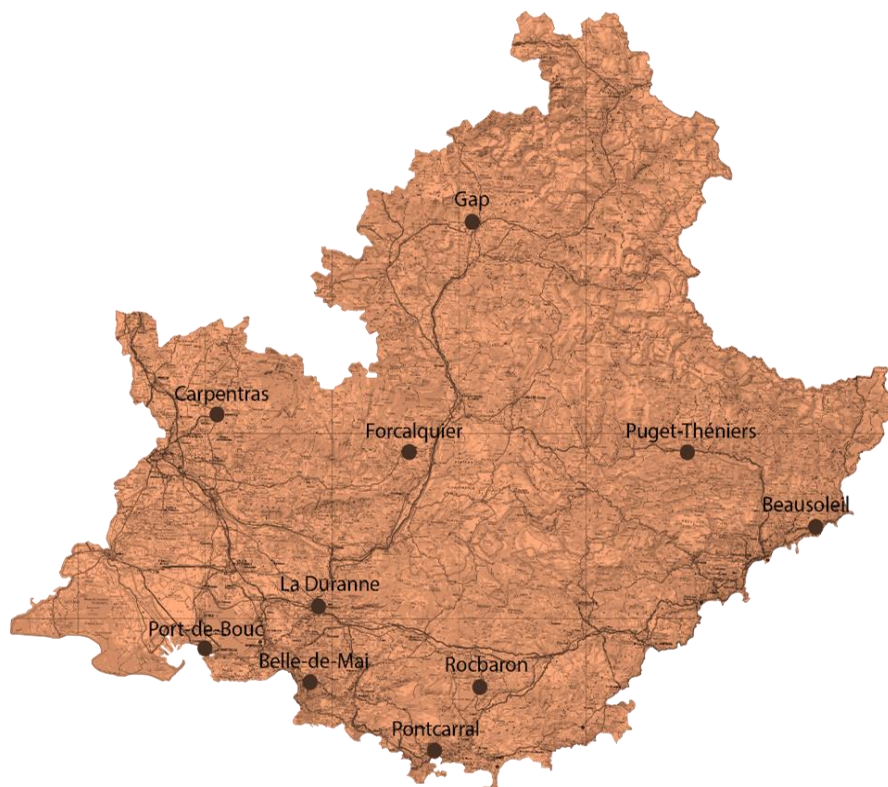
Il en va différemment de la vallée du Rhône et du littoral où des processus de métropolisation distincts sont à l'œuvre. L'on s'est ainsi intéressé à des « tiers espaces », entre rural et urbain, caractérisés par une croissance inédite de l'urbanisation, tels que Rocbaron (83) et le quartier de la Duranne à Aix-en-Provence (13). Face au développement de cette économie résidentielle périurbaine, les centres anciens apparaissent particulièrement confrontés à l'enjeu du vivre ensemble, oscillant entre dévitalisation et gentrification, comme à Carpentras (84).

Toutefois, ce type de développement ne déséquilibre pas seulement l'héritage des centres anciens. Il questionne également des modes d'habiter spécifiques, tels ceux des anciennes « villes-usines », marquées par une sociabilité ouvrière comme à Porc de Bouc (13) où les activités productives ont durablement façonné l'espace et ses habitants. Cet héritage industriel est également

questionné dans le quartier de la Belle-de-Mai à Marseille (13) et dans la copropriété de Pontcarral à Toulon (83), tous deux caractérisés par des processus de ségrégation sociale fragilisant l'espace public et le lien social.

Enfin, marquées par des flux de mobilité importants, les métropoles apparaissent comme les portes d'entrée dans la région, en prise directe avec l'étranger proche et lointain, comme à Beausoleil (06), où une population d'origine cosmopolite vit en interdépendance avec le riche voisin monégasque.

Ces dix localités dessinent au total un kaléidoscope contrasté du vivre ensemble dans la région.





LES FORMES URBAINES COMME CONDITION A LA SOCIABILITE

Faire société implique non seulement de rencontrer et partager un intérêt commun, mais aussi de se trouver dans un lieu qui invite à « être là », afin de tisser les relations dans un espace ouvert et structuré.

Les formes urbaines sont déterminantes dans la façon qu'ont les individus de vivre-ensemble dans un territoire. A l'échelle d'une ville ou d'un quartier, les configurations urbaines conditionnent la sociabilité, de sorte que puissent se déployer une vie sociale, des commerces, des activités au sein d'un espace public ouvert et relié.

L'organisation spatiale et l'organisation sociale sont bien les deux aspects d'un même phénomène.

La « ville continue », celle qui trame l'espace public avec l'espace privé, forme des « mailles » propices aux circulations. Avec des rues, des places et boulevards se croisant de façon ouverte et continue, elle est le support nécessaire de la fédération des habitants entre eux.

A l'inverse, les mutations liées à l'urbanisation en extension, fragilisent davantage les modalités du vivre-ensemble. Cela s'observe notamment à Rocbaron,

avec la croissance des zones résidentielles et commerciales, qui participent de la fragmentation des espaces.

Ainsi, les résidences et lotissements qui jalonnent la « ville diffuse », privilégient les espaces de circulation privés par des formes urbaines qui se caractérisent par des embranchements successifs entre enclos matérialisés et culs de sac. En découlent l'évitement de l'autre et le développement des relations d'« entre-soi ». C'est ce type de relations sociales construites autour de la défense des intérêts du quartier que l'on retrouve à la Duranne à Aix-en-Provence. Les habitants de ce nouveau quartier aixois ne sont pas polarisés par la ville centre.

Au contraire, le centre ancien d'Aix-en-Provence partage la fonction de centralité avec les noyaux villageois avec lesquels il s'inscrit dans un rapport d'interdépendance et de complémentarité.

La prise en compte de toutes les échelles territoriales permet ainsi d'observer des formes plus réticulées et polycentriques de relations interurbaines. La déconnexion entre le domicile et le travail déplace les lieux de centralité, révèlent la place centrale des mobilités dans le vivre-ensemble.

LES MOBILITES : CONTRAINTES OU OPPORTUNITES POUR LE VIVRE-ENSEMBLE ?

Les itinéraires géographiques des personnes rencontrées soulignent que les parcours professionnels déterminent largement le choix du lieu d'habitat. Pour autant, habiter un lieu ne se résume pas aux stratégies résidentielles, mais renvoie à une identité collective.

Dans le quartier de Pontcarral à Toulon, un habitant déclare : « Je suis descendu à Toulon pour travailler. Mais Pontcarral, c'est juste pour dépanner. Je n'aime pas vivre ici ». Les choix purement matériels et captifs, tels que le prix très bas des appartements à Pontcarral ou la proximité du TGV à la Duranne, ne permettent pas de créer un attachement au lieu. Un habitant de Pontcarral témoigne : « J'ai acheté l'appartement parce que les prix étaient très attractifs, mais c'était sans connaître le quartier. Les gens essaient tous de partir. Personne ne veut rester ».

La localisation des ménages et des emplois dans les espaces périphériques impliquent une forte dépendance à l'automobile et génère un accroissement

des déplacements. Ces formes de mobilités contraintes, qu'elles soient liées à l'activité ou aux nouveaux modes d'habiter dans les espaces périphériques, impliquent pour les habitants des efforts supplémentaires, souvent chronophages, pour créer du lien entre eux et avec leur environnement.

L'existence d'autres types de mobilité, non plus contraintes mais choisies, comme les trajectoires résidentielles des néo-ruraux à Forcalquier, dessinent de nouveaux modes d'habiter. Elles témoignent de la capacité des habitants à renouveler les répertoires du vivre-ensemble et à construire de nouvelles identités collectives, marquées par l'engagement associatif de proximité. Un habitant du quartier de la Duranne rappelle ainsi qu'« à la Duranne, il n'y a rien. Ici, on ne se rencontre que par les associations ». La fédération des habitants autour de projets communs contribue donc à construire de nouvelles identités territoriales.



L'ATTACHEMENT AU TERRITOIRE COMME « BIEN COMMUN »

Les conditions qui permettent aux personnes de s'ancrer dans le territoire, d'accepter de l'habiter et d'y vivre-ensemble, renvoient au territoire comme creuset du « bien commun ».

Au-delà d'une conception matérielle, il s'agit des dimensions symboliques et imaginaires du territoire. Son épaisseur ou sa profondeur, son histoire, ses personnages emblématiques et ses rites sociaux, anciens ou actuels, locaux ou importés, jouent un rôle considérable. A travers les sites rencontrés, on retient plusieurs dimensions significatives, confirmées par les paroles d'habitants.

A Gap, le territoire est le support d'échanges avec un écosystème environnemental : « *Ici, le lieu modèle la vie des gens, une vie en commun.* » (...) « *On surveille les plantes du biotope, on fait le compost, le comptage des oiseaux, on surveille nos torrents, on nettoie les berges, on a construit des petites digues... et ainsi des liens se sont créés.* » (...) « *Le lieu nous a forcé à mettre en commun.* »

C'est une autre ressource du territoire, la qualité paysagère, qui est mise en avant à Forcalquier : « *Aujourd'hui encore, regarder le village, ça me remet en forme, ça me recharge les batteries.* ». Cet attachement au paysage qui contribue à l'identité se retrouve également dans le discours des habitants rencontrés à Beausoleil : « *Le meilleur de Beausoleil, c'est le stade Vanco, il est dans les hauteurs, assez loin du centre, mais c'est là qu'on rencontre le plus de gens* » (...) « *On y a toujours une vue sur la mer, du cap Ferrat à l'Italie.* »

Le territoire peut également être mis en scène à travers des traditions et des rites sociaux, comme à Puget-Théniers : « *Chaque village fait son festin. Il y a des concours de boule, un bal, des aubades. Ce sont nos évènements de la vallée. Tout le monde les attend. On va boire, danser, se bagarrer. C'est chaque année pareil, c'est le moment de se mesurer entre villages.* ». L'espace est alors le creuset d'identités multiples comme à Beausoleil : « *On organise régulièrement des rencontres pour garder vivante notre langue et transcrire l'histoire de notre quartier et des rituels qui tendent à disparaître.* » (...) « *On ne peut pas faire 50 mètres ici sans être fondu dans un bain de culture exotique. On connaît les personnes, on se salue, on se parle et ça c'est essentiel.* » (...) « *Les personnes gardent vivante leur langue tout en apprenant et en pratiquant le français.* ». Ce double attachement aux identités héritées et vécues, est ici le garant du vivre-ensemble entre des communautés réunies par des migrations extrêmement diverses.

Enfin, le territoire peut être le lieu d'une mémoire collective sédimentée, à l'instar de Port-de-Bouc, marquée par son histoire industrielle : « *Les personnes qui ont connu le chantier naval, on les ressent ces personnes-là, sur les marchés on les voit, et dans tous les évènements locaux ils sont là. Pour moi l'endroit qui symbolise Port-de-Bouc, c'est le port, c'est le cœur, le plus bel endroit de la ville, là où il se passe toutes les choses.* »

Au total, l'ensemble de ces échanges et attachements favorisent une capacité à dépasser les conditions de vie et de ville parfois peu favorables, et la possibilité de trouver sa place parmi les autres. Face aux mutations qui transforment les modes de vie, les échanges et l'attachement au territoire, l'existence d'un « bien commun territorial » constitue donc un levier important pour maintenir et développer le vivre-ensemble.

ECLAIRAGES

OUVRAGES :

AUGE Marc, Non-lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité, Le Seuil, 1992

BAILLY Jean-Christophe, Le dépaysement : voyages en France, Le Seuil, 2011

BAILLY Jean-Christophe Adieu, Cécile Defaut Éditeur, 2014

BERQUE Augustin, Du geste à la cité, Gallimard, 1993

CHOAY Françoise, Pour une anthropologie de l'espace, Le Seuil, 2006

GUILLY Christophe, Fractures françaises, François Bourin Editeur, 2010

LAGRANGE Hugues, Le Déni des cultures, Seuil, 2013

LATOUR Bruno, Face à Gaïa, La Découverte, 2015

LERNER Jaime, Acupuncture urbaine, L'Harmattan, 2007

MAGNAGHI Alberto, Le projet local, Mardaga, 2003

MANGIN David, La ville franchisée, La Villette, 2004

SINGLY François de, Le soi, le couple et la famille, Armand Colin, 2005

ARTICLES :

CHARMES Éric, LAUNAY Lydie et VERMEERSCH Stéphanie, « Le périurbain, France du repli ? », La vie des idées, mai 2013

GOSELIN Camille, La rénovation urbaine et le modèle de « l'espace défendable » : la montée en puissance des enjeux sécuritaires dans l'aménagement, Métropolitiques.eu, 04 Novembre 2015.

LEVY Jacques, « Liens faibles, choix forts : les urbains et l'urbanité », La vie des idées, 29 mai 2013.

PRETECEILL Edmond, La France n'est pas une société d'apartheid, Métropolitiques.eu, le 16 Septembre 2015.



DEBAT D'IDEES :

INDIVIDUALISATION ET TERRITOIRES : QUELS ESPACES POUR LE VIVRE-ENSEMBLE ?

La question des conditions et des modalités d'un vivre-ensemble apaisé est au cœur de nombreux débats théoriques et intervient aussi dans les pratiques de l'aménagement.

Le thème de l'individualisation traverse ces débats. L'individualisation croissante touche toutes les institutions traditionnelles, et notamment la famille, comme le montrent les sociologues Jean-Claude Kaufmann ou François de Singly. Mais elle concerne également la démographie. L'enquête *Trajectoires et Origines*, menée par l'INED et l'INSEE, confirme la convergence des attitudes et comportements des immigrés et de leurs enfants avec ceux de la « population majoritaire ». D'autres auteurs ne sont pas aussi optimistes. Hugues Lagrange insiste sur le poids de la variable culturelle qui marquerait de son empreinte le comportement des individus, notamment en fonction de leur origine migratoire et de leur appartenance religieuse. Christophe Guilly prend un point de vue plus économique en insistant sur les effets des processus économiques et des politiques liés à la mondialisation, qui aboutiraient à reléguer certaines catégories de la population, au profit d'autres : classes supérieures, mais aussi classes populaires issues de l'immigration, par opposition aux classes populaires et moyennes « natives ». Jacques Lévy renverse pour sa part le raisonnement, en insistant non pas sur les déterminismes économiques, mais au contraire sur les

choix des individus. Ainsi, ce serait alors la volonté de séparatisme, d'entre-soi, manifestée par ceux qui font le choix du périurbain qui menacerait le vivre-ensemble. Eric Charmes répond à Jacques Lévy en soulignant que la volonté de se rassembler entre individus qui se ressemblent, dans le cadre d'un processus qu'il qualifie de « clubisation », touche aussi, et peut-être surtout, les classes moyennes et supérieures, y compris dans les centres villes.

Les problématiques propres à l'aménagement des territoires ne doivent pas être séparées de ces débats. Malgré la *Charte d'Aalborg* (1994) pour une ville durable, renversant terme à terme les préconisations fonctionnalistes de la *Charte d'Athènes* (1933), le zoning et le fonctionnalisme restent plus que jamais opérationnels. Avec l'approche territoriale, le territoire et ses habitants sont, au contraire, considérés comme la ressource fondamentale pour appuyer un développement et des transformations qui permettent d'absorber et de traverser les mutations en cours. Il importe donc de lire dans le territoire ce qui fonde son identité, ce qui le constitue comme *bien commun* permettant à ses habitants d'où qu'ils viennent, de s'y reconnaître, d'y œuvrer et par là, d'y vivre ensemble

RETROUVEZ L'INTEGRALITE DE L'ETUDE SUR CONNAISSANCE DU TERRITOIRE

A partir de mars 2016.

www.regionpaca.fr/connaissance-du-territoire

Courant 2016, les étudiants de L'IEP d'Aix-en-Provence, mettrons en débats, les grands thèmes de l'étude à la **MAISON DE LA REGION** au N° 61 de la Canebière.